

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 MARS 1920.

PROPOSITION DE LOI SUR LA PENSION DES VIEUX MINEURS

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Depuis 1912 existe une loi accordant une pension de 360 francs aux vieux mineurs.

Les deux conditions primordiales à réunir sont :

- 1° Avoir travaillé pendant trente ans au moins au charbonnage;
- 2° Être resté au travail jusqu'à 55 ans au fond ou 60 ans à la surface.

Par la loi de 1914, pour les mineurs nés avant le 1^{er} janvier 1863 qui ont dû quitter la mine pour motifs de santé et reconnus incapables de travail, *cette dernière obligation a été levée*. Dans tous les autres cas, elle reste applicable.

Dans la loi en vigueur, pour les mineurs actuellement occupés, plusieurs choses doivent être de toute urgence revisées, ce sont :

- 1° Le taux de la pension. Celle-ci, à notre avis, devrait être fixée à au moins 3 francs par jour, soit 1,100 francs minimum par année;
- 2° L'âge doit être abaissé d'au moins cinq années; au lieu de 55 et 60 ans, il faudrait dire 50 ans pour les ouvriers du fond et 55 ans pour ceux de la surface;
- 3° L'obligation d'être au travail ou d'avoir travaillé jusqu'à 50 ou 55 ans pour avoir droit à la pension doit nécessairement disparaître;
- 4° Une partie de la pension devrait être accordée après un minimum d'années de travail — quinze années par exemple — pour les mineurs âgés au moins de 35 ans, avec un trentième en plus par année de travail supérieure à 15 années, attendu que l'entièreté de la pension reposerait sur trente années de travail;

5° L'obligation de vingt années de mariage pour la réversibilité de 50 % de la pension à la femme du mineur pensionné devrait être ramenée à dix années au plus et l'âge de la veuve à 55 ans maximum;

6° La cotisation des employeurs devrait être portée à 3 % des salaires; toute ristourne étant supprimée.

Nous aurions ainsi deux bases ou deux facteurs au régime de pension pour les mineurs :

- a) *La capitalisation*, pour la partie venant de la caisse de retraite;
- b) *La répartition*, pour le complément nécessaire entre le taux total de la pension et le taux de la partie provenant de l'affiliation à la caisse de retraite.

Le taux de la pension.

En portant au triple au moins le total de la pension, on peut dire que nous sommes très modérés en comparaison avec ce qui existe autour de nous en matière de pension dans toutes les professions où celle-ci a été organisée.

N'est-ce pas une dérision que de parler de moins de deux francs par jour pour la pension d'un ouvrier qui a donné au minimum à la prospérité de son pays, les trente plus belles années de son travail, de son existence?

En est-il ainsi pour ce qu'on appelle les professions libérales?? : prêtres, gendarmes, professeurs, etc.

L'introduction d'une progression de cent francs par année à la fin de l'article 8, est de nature à conserver à la mine, « quand le mineur a eu la chance de ne pas être atteint par une affection quelconque », une main-d'œuvre expérimentée qui ne peut avoir qu'une heureuse influence pour les travaux difficiles.

L'âge.

Accorder une pension à 60 ans à des ouvriers qui travaillent dans des conditions antihygiéniques comme les mineurs, ceux-ci ont souvent dit que c'était organiser la **pension pour les morts**.

Si le fait n'est pas tout à fait exact, ce qui est certain, c'est que la proportion des pensionnés est très faible et que, parmi ceux-ci, *les décès sont très importants*, 5 1/2 à 6 % du nombre de pensionnés en temps normal, « il fut doublé en 1917 ». C'est la preuve mathématique que tous ceux qui sont descendus pendant trente années dans les mines sont touchés à mort à peu près quand ils cessent d'y aller.

L'obligation d'être au travail encore à l'âge de la pension.

C'est une clause qui a déjà tué de nombreux mineurs.

En effet, parmi les mineurs qui ont commencé à travailler avant qu'il n'y ait de loi sur la protection de l'enfance, nombreux sont ceux qui sont descendus dans la mine à dix ans, même avant.

Arrivés entre 50 et 55 ans, ils ont déjà plus de 40 années de travail dans la mine. Souvent, ils sont asthmatiques, anémiques, rhumatisés, atteints d'affections cardiaques, emphysèmes, etc., qui les clouent immobiles dans un fauteuil ou sur un grabat.

L'arrêt du travail avant l'âge de la pension, *c'est la perte de celle-ci*. Alors, on redouble d'efforts, au risque de rester en route, ou bien de ne pouvoir se trainer au travail qu'un jour ou deux par semaine, le vieux veut rester attaché au charbonnage.

Dans tous ces cas malheureux, c'est un martyrologe indescriptible que ces vaillants mineurs accomplissent.

Neuf fois sur dix, quand vient à sonner l'âge de la pension, ces vétérans de la mine sont couchés au cimetière pour ne plus se relever. L'exigence criminelle obligeant de rester au travail jusqu'à l'âge de la pension a fait son œuvre et le but est atteint. *C'est un pensionné en moins*.

Les trente années de travail.

Si les trente années de travail forment la base pour la totalité de la pension, pourquoi ne rien accorder aux ouvriers mineurs *prématurément incapables de travail pour invalidité*? C'est une lacune de la loi qui doit nécessairement être comblée.

Dans toutes les professions où il existe aujourd'hui une pension, après un minimum de cinq, dix ou quinze années de fonctions, une partie de la pension est versée. Pourquoi ne pas agir de même précisément pour la catégorie d'ouvriers qui travaillent dans les conditions les plus antihygiéniques?

Il y a là une différence de traitement que l'on ne saurait raisonnablement justifier.

Dans ces conditions, il nous est apparu qu'il fallait introduire dans la loi un article organisant le versement d'une partie de la pension dans des conditions bien déterminées; c'est ce qui justifie l'article 14^{bis}.

Dans notre esprit, pour obtenir les 50 % de la pension, en ce qui concerne bien entendu la partie provenant du fonds de répartition de la caisse de prévoyance, l'impétrant devrait réunir les conditions suivantes :

- a) Avoir travaillé au moins quinze ans à la mine;
- b) Être âgé de 35 ans au moins;
- c) Avoir dû abandonner le travail pour motifs de santé;
- d) Être considéré comme invalide et reconnu incapable de travail.

Ces garanties, à notre avis, permettront aux Chambres d'introduire l'article 14^{bis} proposé.

La réversibilité aux veuves de pensionnés.

Ce principe, se trouve dans la loi. Seulement, l'exigence de vingt années de mariage, comme l'âge élevé — 60 ans — pour que les veuves de mineurs puissent profiter des 50 % de la pension, sont des conditions qui mettent les dévouées compagnes des mineurs dans une situation misérable. La solidarité qui résulte de la réversibilité ne doit pas continuer à se mesurer sur un aussi long laps de temps et à un âge aussi avancé que 60 ans.

Les voies et moyens dira-t-on.

Évidemment, pour opérer ces changements minima tout à fait indispensables, il faut trouver les ressources.

Nous y avons pensé; c'est ce qui nous a déterminé à porter la cotisation des exploitants au taux de 3 % et *sans ristournes en aucune circonstance*.

Les patrons viennent de consentir, à fin 1919, qu'en toute hypothèse, les 2 1/2 % des salaires resteront acquis à la Caisse de Prévoyance; de ce chef, la pension est passée à 2 francs par jour, avec rétroactivité au 1^{er} octobre 1919 et à 1 franc pour les veuves.

Nous avons confiance que la Chambre voudra rapidement voter notre proposition qui comporte la revision des articles 1, 2, 6, 7, 8, 9, 12 et 15, ainsi que l'introduction d'un article 14^{bis}.

J. DUJARDIN.

**Proposition de loi sur la pension
des vieux mineurs.**

ARTICLE PREMIER.

Tous les ouvriers occupés dans une exploitation houillère belge et âgés de moins de 55 ans au 1^{er} janvier 1920, seront assurés à la Caisse générale de retraite sous la garantie de l'État.

Les exploitants sont tenus de réaliser cette assurance, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une Société mutualiste reconnue par le Gouvernement, ou d'une Caisse de prévoyance établie comme il est dit ci-après.

ART. 2.

Il sera effectué annuellement sur chaque livret, des versements dont le total ne sera pas inférieur à 18 francs pour les intéressés âgés de moins de 21 ans, ni à 24 francs pour les intéressés âgés de 21 ans ou plus.

Les titulaires des livrets ont la faculté de fixer l'entrée en jouissance des rentes; les versements obligatoires seront, pour la moitié au moins de leur montant, opérés à capital abandonné.

Si l'ouvrier est en défaut de faire les versements prescrits ci-dessus, l'exploitant est tenu de les effectuer au moyen de prélèvements sur le salaire.

Les versements cessent d'être obligatoires lorsque la rente a atteint le taux

**Voorstel van wet op het pensioen
der oude mijnwerkers.**

EERSTE ARTIKEL.

Al de werklieden, arbeidende in eene Belgische kolenmijnonderneming en minder dan 55 jaar oud op 1 Januari 1920, worden verzekerd bij de Algemeene Lijfrentekas onder waarborg van den Staat.

De ondernemers zijn verplicht die verzekering te bewerkstelligen, hetzij rechtstreeks, hetzij door bemiddeling van eene door de Regeering erkende maatschappij van onderlingen bijstand of van eene voorzorgskas ingericht zooals hierna wordt gezegd.

ART. 2.

Jaarlijks worden op elk boekje stortingen gedaan, welke gezamenlijk niet minder dan 18 frank mogen bedragen voor de belanghebbenden die nog geen 21 jaar oud zijn, en niet minder dan 24 frank voor de belanghebbenden die 21 jaar of meer dan 21 jaar oud zijn.

De houders van boekjes mogen bepalen wanneer zij in 't genot der renten willen treden; de verplichte stortingen worden, voor ten minste de helft van haar bedrag, met afstand van kapitaal gedaan.

Heeft de werkman de hooger voorgescreven stortingen niet gedaan, dan is de ondernemer verplicht daarin te voorzien door middel van afhoudingen van het loon.

De stortingen houden op verplichtend te zijn wanneer de rente heeft bereikt

déterminé par l'article 6 de la loi du 10 mai 1900 pour l'attribution des primes de l'Etat. Pour établir ce taux, l'entrée en jouissance des rentes est, par dérogation au second alinéa dudit article, réputée avoir été fixée uniformément à 55 ans.

ART. 3.

Tout exploitant de charbonnage doit être affilié à une caisse commune de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs, régie par la loi du 28 mars 1868 et reconnue par le Gouvernement.

La circonscription et le siège des caisses de prévoyance seront déterminés par l'arrêté royal.

Les statuts des caisses existantes doivent être révisés et soumis à l'approbation du Roi.

ART. 4.

Les caisses de prévoyance ont pour objet :

1° De servir, le cas échéant, d'intermédiaire pour l'affiliation des ouvriers houilleurs à la Caisse générale de retraite;

2° D'accorder des pensions dans les conditions et les limites déterminées ci-après;

3° D'instituer, d'une manière générale, des œuvres de prévoyance ou de secours en faveur des ouvriers houilleurs ou des membres de leur famille.

ART. 5.

Les caisses de prévoyance sont assimilées aux sociétés mutualistes reconnues par le Gouvernement, en ce qui

het bedrag, bij artikel 6 der wet van 10 Mei 1900 bepaald voor het toekennen van de Staatspremiën. Tot bepaling van dit bedrag wordt, in afwijking van het tweede lid van genoemd artikel, de ingenottreding der renten beschouwd als gelijkelijk gesteld op den leeftijd van 55 jaar.

ART. 3.

Elke ondernemer eener kolenmijn moet zijn aangesloten bij eene Gemeenschappelijke Voorzorgskas ten bate van de mijnwerkers, beheerd door de wet van 28 Maart 1868 en erkend door de Regeering.

Het gebied en de zetel der Voorzorgskassen worden bepaald bij koninklijk besluit.

De statuten der bestaande Kassen moeten herzien en aan de goedkeuring van den Koning onderworpen worden.

ART. 4.

De Voorzorgskassen hebben ten doel :

1° Bij voorkomend geval, te dienen als bemiddelaarsters voor de aansluiting der mijnwerkers bij de Algemeene Lijfrentekas;

2° Pensioenen te verleen en onder de voorwaarden en binnen de grenzen zooals hierna bepaald;

3° Over 't algemeen, voorzorgs- of onderstandswerken in te stellen ten bate van de mijnwerkers of van hunne gezinsleden.

ART. 5.

De Voorzorgskassen worden gelijkgesteld met de door de Regeering erkende maatschappijen van onderlingen bij-

concerne l'attribution des primes d'encouragement et des subventions annuelles prévues par la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse.

ART. 6.

Lesdites caisses sont tenues, à titre transitoire, d'accorder des compléments de pension aux ouvriers houilleurs âgés de plus de 21 ans et de moins de 55 ans au 1^{er} janvier 1912, au fur et à mesure qu'ils atteindront l'âge de 55 ans et à condition qu'ils aient travaillé pendant trente ans au moins dans une exploitation houillère belge.

Le complément de pension auquel chacun des intéressés aura droit est égal à la différence entre le taux de 1,100 francs et le montant des rentes acquises par les versements effectués obligatoirement en vertu de la présente loi; ce montant est, le cas échéant, déterminé conformément au second alinéa de l'article 6 de la loi du 10 mai 1900, modifié par le quatrième alinéa de l'article 2 ci-dessus.

ART. 7.

Une pension annuelle et viagère d'au moins 1,100 francs est accordée, à charge des caisses de prévoyance, à moins qu'il n'y soit autrement pourvu en vertu des statuts :

1° Aux anciens ouvriers houilleurs admis à la pension conformément aux statuts et règlements en vigueur;

2° Aux ouvriers ou anciens ouvriers non pensionnés, ayant dépassé la limite d'âge fixée à l'article 1^{er} et qui ont ou auront travaillé jusqu'à l'âge de 55 ans

stand, wat betreft het verleenen van de aanmoedigingspremiën en van de jaarlijksche toelagen voorzien bij de wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen.

ART. 6.

Genoemde Kassen zijn, bij overgangsmaatregel, gehouden een aanvullend pensioen te verleenen aan de mijnwerkers die meer dan 21 jaar en minder dan 55 jaar oud zijn op 1 Januari 1912, naarmate zij den leeftijd van 55 jaar bereiken en mits zij gedurende ten minste dertig jaar hebben gearbeid in eene Belgische kolenmijnonderneming.

Het aanvullend pensioen, waarop elke belanghebbende recht heeft, is gelijk aan het verschil bestaande tusschen het bedrag van 1,100 frank en het bedrag van de renten verworven door de verplichte storting, krachtens deze wet gedaan; dit bedrag wordt, bij voorkomend geval, bepaald overeenkomstig het tweede lid van artikel 6 der wet van 10 Mei 1900, gewijzigd door het vierde lid van bovenstaand artikel 2. *

ART. 7.

Ten laste van de Voorzorgskassen wordt, indien daarin op geene andere wijze is voorzien uit kracht van de statuten, een jaarlijksch en levenslang pensioen van ten minste 1,100 frank verleend :

1° Aan de gewezen mijnwerkers, tot het pensioen toegelaten overeenkomstig de van kracht zijnde statuten en reglementen;

2° Aan de niet gepensioneerde werklieden of gewezen werklieden, die de ouderdomsgrens, vastgesteld bij artikel 1, hebben overschreden en die heb-

et pendant trente ans au moins dans une exploitation houillère belge.

ART. 8.

La limite d'âge prévue à l'article 6 et au 2° de l'article 7 est abaissée à 50 ans pour tout ouvrier ou ancien ouvrier qui aura été occupé pendant trente ans au moins dans les travaux souterrains d'une exploitation belge. Pour les ouvriers mineurs qui auront acquis les trente années de travail à 50 ou 55 ans, suivant qu'ils auront été occupés au fond ou à la surface et qui continueront à travailler à la mine, leur pension sera augmentée de 100 francs par année de travail en plus, jusqu'à concurrence de 1,500 francs maximum.

ART. 9.

Les caisses de prévoyance seront alimentées notamment par les cotisations des exploitants affiliés et, à titre temporaire, par une contribution mensuelle de 50 centimes à charge des ouvriers âgés d'au moins 30 ans au 1^{er} janvier 1912.

Le taux des cotisations patronales est fixé à 3 % des salaires des ouvriers.

Si les cotisations des exploitants dépassaient 3 % des dits salaires, l'excédent serait supporté pour moitié par l'État et pour moitié par les provinces sur le territoire desquelles les charbonnages sont situés.

Les dépenses qui incomberont à l'État de ce chef seront liquidées à

ben gearbeid of zullen hebben gearbeid tot den leeftijd van 55 jaar en gedurende ten minste dertig jaar in eene Belgische kolenmijnonderneming.

ART. 8.

De leeftijdsgrens, voorzien bij artikel 6 en bij n° 2° van artikel 7, wordt gesteld op 50 jaar voor elken werkman of gewezen werkman die gedurende ten minste dertig jaar in de ondergrondse werken eener Belgische onderneming arbeidde. Voor de mijnwerkers, die de dertig jaren arbeid hebben bereikt op den leeftijd van 50 of 55 jaar, naar gelang zij ondergronds of bovengronds arbeidden, en die voortgaan aan de mijn te arbeidden, wordt het pensioen verhoogd met 100 frank voor elk bijkomend jaar arbeid tot ten hoogste 1,500 frank.

ART. 9.

De Voorzorgskassen worden voornamelijk gestijfd door de bijdragen van de aangesloten ondernemers en, tijdelijk, door eene maandelijksche bijdrage van 50 centiemen ten laste van de werklieden die den leeftijd van ten minste 30 jaar hebben bereikt op 1 Januari 1912.

Het bedrag van de bijdragen der patroons wordt vastgesteld op 3 t. h. van de loonen der werklieden.

Mochten de bijdragen van de ondernemers 3 t. h. van genoemde loonen te boven gaan, dan zou het meerdere worden gedekt, voor de helft, door den Staat en, voor de helft, door de provinciën op welker grondgebied de kolenmijnen zijn gelegen.

De uitgaven, uit dien hoofde ten laste van den Staat komende, worden

charge du fonds spécial institué par l'article 11 de la loi du 10 mai 1900.

Au fur et à mesure que la réduction des dépenses afférentes à la période transitoire le permettra, les ressources des Caisses de prévoyance seront affectées conformément aux règles à inscrire dans les statuts, soit à des versements supplémentaires sur les livrets des ouvriers assurés à la Caisse générale de retraite, soit à des œuvres procurant d'autres avances aux ouvriers ou aux membres de leur famille.

ART. 10.

Dans chacun des bassins miniers, la Caisse de Prévoyance sera administrée par une commission dans laquelle les patrons et les ouvriers doivent être également représentés.

Les caisses de prévoyance ont la faculté de se fédérer en vue d'organiser en commun un ou plusieurs de leurs services, notamment en ce qui concerne la liquidation de la quote-part due par chacune des caisses dans le ressort desquelles les ouvriers bénéficiaires ont successivement travaillé.

Les statuts peuvent stipuler que des conseils d'arbitrage seront institués pour statuer sur les différends qui surgiraient entre les caisses de prévoyance.

Le Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement pourra, par arrêté royal, organiser la fusion comptable et administration générale de toutes les caisses de prévoyance du pays. Dans ce cas, l'administration nationale autonome sera compétente pour apprécier en appel, les décisions des administrations régionales des caisses de prévoyance.

uitgekeerd door het bijzonder fonds ingesteld bij artikel 11 der wet van 10 Mei 1900.

Naarmate de vermindering van de uitgaven, gedurende het overgangstijdsperk gevergd, het zal toelaten, worden de geldmiddelen der Voorzorgskassen, overeenkomstig de regelen in de statuten op te nemen, besteed hetzij aan bijkomende stortingen op de boekjes der werklieden bij de Algemeene Lijfrentekas verzekerd, hetzij aan werken, welke andere voordeelen verschaffen aan de werklieden of aan hunne gezinsleden

ART. 10.

In elk kolenbekken wordt de Voorzorgskas beheerd door eene Commissie waarin de werkgevers en de werknemers in gelijk getal moeten vertegenwoordigd zijn.

De Voorzorgskassen mogen zich verenigen ten einde één of meer harer diensten gemeenschappelijk in te richten, inzonderheid wat betreft de uitkeering van het aandeel verschuldigd door elke der Kassen binnen welker gebied de belanghebbende werklieden achtereenvolgens hebben gearheid.

De statuten kunnen bepalen dat scheidsraden zullen worden ingesteld om uitspraak te doen over de geschillen die zouden oprijzen onder de Voorzorgskassen.

Het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading kan, bij koninklijk besluit, de samensmelting van de boekhouding en van het algemeen beheer van al de Voorzorgskassen des lands regelen. In dit geval is het zelfstandig rijksbeheer bevoegd om in beroep te oordeelen over de beslissingen van de gewestelijke besturen der Voorzorgskassen.

ART. 11.

Le recours contre les décisions rendues par la commission d'une caisse de prévoyance sera porté devant le juge de paix dans le ressort duquel se trouve le siège de la caisse.

ART. 12.

Les pensions allouées aux veuves et aux enfants mineurs avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, continueront à être payées aux bénéficiaires conformément aux règles sous l'empire desquelles ces avantages ont été accordés.

Une pension annuelle de 550 francs sera payée par les caisses de prévoyance aux veuves parvenues à l'âge de 55 ans des ouvriers âgés de plus de 21 ans à la date du 1^{er} janvier 1912 qui viendront à décéder après l'obtention d'une pension, pourvu qu'elles aient été unies à un ouvrier mineur pendant dix ans au moins, même par des mariages successifs.

Si la pension du mari dépassait le minimum en application du deuxième alinéa de l'article 8, la veuve obtiendrait 50 % du taux acquis par le pensionné à la date du décès.

ART. 13.

Les ouvriers houilleurs de nationalité étrangère sont assimilés aux ouvriers belges pour l'application de la présente loi. Toutefois, ils ne peuvent jouir des primes de l'Etat que s'ils appartiennent à une nation qui accorde des avantages équivalents aux ouvriers houilleurs belges et réunissent les autres conditions prévues par l'article 3 de la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse.

ART. 11.

Van de beslissingen, uitgaande van het Bestuur eener Voorzorgskas, wordt in hooger beroep gekomen bij den vrederechter van het gebied waarin de Kas haren zetel heeft.

ART. 12.

De pensioenen, aan de weduwen en aan de minderjarige kinderen verleend vóór den datum van het in werking treden dezer wet, worden bij voortduur betaald aan de belanghebbenden, overeenkomstig de voorschriften krachtens welke die voordeelen werden toegekend.

Een jaarlijksch pensioen van 550 frank wordt door de Voorzorgskassen betaald aan de tot den leeftijd van 55 jaar gekomen weduwen der werklieden die, meer dan 21 jaar oud op 1 Januari 1912, mochten komen te sterven na verkrijging van een pensioen, mits zij met een mijnwerker gedurende ten minste tien jaar echtelijk vereenigd zijn geweest, zelfs door achtereenvolgende huwelijken.

Mocht het pensioen van den man het minimum bij toepassing van lid 2 van artikel 8 overschrijden, dan bekomt de weduwe 50 % van het bedrag verworven door den gepensioneerde op den dag van zijn overlijden.

ART. 13.

De mijnwerkers, die tot een vreemd land behooren, worden, voor de toepassing van deze wet, gelijkgesteld met de Belgische werklieden. Zij kunnen echter dan alleen de premien van den Staat genieten, wanneer zij behooren tot eene natie, welke gelijke voordeelen verleent aan de Belgische mijnwerkers en voldoen aan de overige vereischten gesteld bij artikel 3 der wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen.

ART. 14.

Les infractions à la présente loi et aux arrêtés royaux qui en règlent l'exécution seront punies des peines établies par la législation sur les mines en ce qui concerne l'exécution des règlements ou des clauses et conditions légalement insérées dans les actes de concessions et les cahiers des charges.

La recherche et la constatation de ces infractions auront lieu comme en matière de police des mines.

Dispositions complémentaires.

ART. 14^{bis}.

En attendant qu'il existe une loi sur l'invalidité prématurée, les mineurs incapables de travail, par invalidité, qui auront dû abandonner la mine pour motifs de santé, s'ils n'ont pas repris du travail dans un autre métier, pourront jouir d'une partie de la pension fixée par l'article 7 de la loi dans les formes suivantes :

a) S'ils sont âgés de 35 ans au moins et ont travaillé à la mine au moins quinze années, 50 % de la pension;

b) Si les années de travail dépassent quinze années, le taux de 50 % sera augmenté de un trentième du taux total de la pension par année de travail supplémentaire à quinze années.

ART. 15.

La présente loi entrera en vigueur dès sa promulgation avec effet rétroactif au 1^{er} octobre 1919.

ART. 14.

De overtredingen van deze wet en van de koninklijke besluiten die de uitvoering ervan regelen, worden gestraft met de straffen door de wetgeving op de mijnen bepaald, wat betreft de uitvoering der verordeningen of der bepalingen en bedingen, wettelijk in de vergunningsakten en bestekken opgenomen.

Deze overtredingen worden opgespoord en vastgesteld zooals in zake van mijnpolitie.

Aanvullende bepalingen.

ART. 14^{bis}.

In afwachting van eene wet op de vroegtijdige invaliditeit, kunnen de mijnwerkers, tot werken ongeschikt door invaliditeit, die om gezondheidsredenen de mijn moesten verlaten, indien zij den arbeid niet in een ander bedrijf hernamen, het genot hebben van een deel van het pensioen, vastgesteld bij artikel 7 der wet, op de volgende wijzen :

a) Indien zij ten minste 35 jaar oud zijn en ten minste vijftien jaar mijnarbeid hebben verricht, 50 t. h. van het pensioen;

b) Indien zij meer dan vijftien jaar hebben gearbeid, wordt het bedrag van 50 t. h. vermeerderd met een dertigste van het geheel bedrag van het pensioen voor elk jaar arbeid boven vijftien jaar.

ART. 15.

Deze wet treedt in werking vanaf hare afkondiging met terugwerkende kracht tot op 1 October 1919.

Disposition additionnelle.**ART. 16.**

L'article 8 de la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse est remplacé par la disposition suivante :

Par dérogation à l'article 5, les intéressés nés au plus tard le 31 décembre 1870 jouiront de la prime à concurrence de 24 francs versés annuellement.

A partir du 1^{er} janvier 1912, le montant de la prime, annuelle est porté, à concurrence des 6 premiers francs versés à capital abandonné :

a) A 1 franc par franc pour les intéressés nés dans la date comprise dans les années 1866 à 1870;

b) A fr. 1.50 par franc pour les intéressés nés dans la période quinquennale, 1861 à 1865;

c) A 2 francs par franc pour les intéressés nés antérieurement au 1^{er} janvier 1861.

Bijkomende bepaling.**ART. 16.**

Artikel 8 der wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen wordt vervangen door de volgende bepaling :

In afwijking van artikel 5, genieten de belanghebbenden, die uiterlijk op 31 December 1870 zijn geboren, de premie op den voet van 24 frank, jaarlijks gestort.

Te rekenen van 1 Januari 1912 wordt het bedrag van de jaarlijksche premie, tot beloop der eerste zes frank, gestort met afstand van kapitaal, gebracht tot :

a) 1 frank per frank voor de belanghebbenden die zijn geboren op een datum vallende binnen de jaren 1866-1870;

b) 1 fr. 50 per frank voor de belanghebbenden die zijn geboren binnen het vijfjaarlijksch tijdperk 1861-1865;

c) 2 frank per frank voor de belanghebbenden die zijn geboren vóór 1 Januari 1861.

DEJARDIN.

JOS. BOLOGNE.

A. BRENEZ.

ALF. LOMBARD.

ED. FALONY.

JULES MANSART.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 MAART 1920.

VOORSTEL VAN WET OP HET PENSIOEN DER OUDE MIJNWERKERS

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Sedert 1912 bestaat eene wet, waarbij een pensioen van 360 frank aan de oude mijnwerkers wordt toegekend.

De twee hoofdvereischten daartoe zijn :

- 1° Ten minste dertig jaar in de kolenmijn gewerkt te hebben ;
- 2° Tot 55 jaar, onder den grond, en tot 60 jaar, boven den grond, aan den arbeid te zijn gebleven.

In de wet van 1914, voor de mijnwerkers geboren vóór 1 Januari 1863, die de mijn om gezondheidsredenen moesten verlaten en ongeschikt tot werken zijn bevonden, *werd deze laatste verplichting geheven*. In alle andere gevallen blijft zij van toepassing.

In de bestaande wet dienen, voor de thans arbeidende werklieden, verschillende punten dadelijk te worden herzien, met name :

- 1° Het bedrag van het pensioen. Dit zou, denken wij, moeten bepaald worden op ten minste drie frank per dag, hetzij 1,100 frank 's jaars ;
- 2° De leeftijd moet met minstens 5 jaar worden verminderd ; in stede van 55 en 60 jaar zou men moeten bepalen 50 jaar voor de arbeiders in de ondergrondse werken en 55 jaar voor die arbeidende aan de bovengrondse werken ;
- 3° De verplichting te arbeiden of te hebben gearbeid tot 50 of 55 jaar om recht te hebben op pensioen moet noodzakelijk vervallen ;

4° Een deel van het pensioen zou moeten verleend worden na een minimum-getal jaren arbeid — vijftien jaar bij voorbeeld — voor de werklieden die ten minste 35 jaar oud zijn, met een dertigste meer voor elk jaar arbeid boven 45 jaar, aangezien het geheele pensioen op dertig jaren arbeid zou berusten;

5° De huwelijksduur, op 20 jaar bepaald opdat 50 t. h. van het pensioen zou overgedragen worden op de vrouw van den gepensionneerden mijnwerker, zou moeten verminderd worden tot op ten hoogste tien jaar en de leeftijd der weduwe tot op ten hoogste 55 jaar;

6° De bijdrage der werkgevers diende tot 3 t. h. der loonen te worden verhoogd, met afschaffing van elke teruggave.

Zóó zouden wij twee grondslagen of twee gegevens hebben voor de regeling van het mijnwerkerspensioen :

a) *De kapitaliseering*, voor het deel geleverd door de Lijfrentekas;

b) *Den omslag*, voor het noodige aanvullend aandeel tusschen het geheel bedrag van het pensioen en het bedrag van het aandeel verkregen door de aansluiting bij de Lijfrentekas.

Bedrag van het pensioen.

Door het geheel bedrag van het pensioen te verdriedubbelen, zijn wij voorzeker zeer gematigd in vergelijking met wat rondom ons in zake pensioen bestaat in al de bedrijven waar het pensioen ingericht is.

Is het niet bespottelijk, van minder dan 2 frank per dag te spreken voor het pensioen van een werkman die ten minste de dertig schoonste arbeids- en levensjaren aan 's lands voorspoed heeft gewijd?

Geldt dit ook voor wat men de vrije beroepen (??) heet, voor priesters, gendarmen, leeraars, enz., enz.?

Door aan het slot van artikel 8 eene klimmende reeks van honderd frank per jaar op te nemen, laat men de mijn, « wanneer de mijnwerker het geluk had niet door eenige kwaal aangetast te worden », bedreven arbeiders behouden, die slechts een heilzamen invloed kunnen uitoefenen op de moeilijke werken.

Leeftijd.

Het verleen van een pensioen op 60 jaar aan werklieden, die in zoo ongezonde toestanden arbeiden, zooals de mijnwerkers, staat dit niet gelijk, zooals dezen vaak zegden, met het regelen voor het **pensioen voor de dooden**?

Is dit niet volkomen juist, toch staat het vast dat het aantal gepensionneerden zeer gering is en dat, onder dezen, *de sterfgevallen zeer talrijk*

zijn ; het getal dezer bedraagt 3 $\frac{1}{2}$ tot 6 t. h. van het getal gepensionneerden in gewonen tijd ; in 1917 was het verdubbeld. Dit levert het mathematisch bewijs dat zij, die dertig jaar in de mijn arbeidden, bijna den dood nabij zijn, wanneer zij er niet meer in arbeiden.

Verplichting om nog te arbeiden op den leeftijd van het pensioen.

Deze bepaling heeft reeds den dood van talrijke mijnwerkers veroorzaakt.

Trouwens, onder de mijnwerkers, die begonnen te arbeiden alvorens eene wet op de kinderbescherming bestond, zijn er velen die reeds in de mijn daalden op tien jaar en zelfs vroeger.

Op den leeftijd van 50 en 55 jaar arbeidden zij reeds 40 jaar in de mijn. Vaak zijn zij aamborstig, armbloedig, lijdend aan rhumatiek, aan hartziekten of aan de loospipen en daardoor in een zetel of op een ziekbed vastgenageld.

Staakt men den arbeid vóór den pensioenleeftijd, *dan verliest men dit pensioen*. Ook spant men zich dubbel in, op gevaar af onderwege te blijven ofwel zich slechts één dag of twee per week naar het werk voort te slepen : de oude wil aan de kolenmijn gehecht blijven.

In al die ongelukkige gevallen lijden die dappere mijnwerkers een wezenlijk martelaarsleven.

Negenmaal op tien, wanneer de ouderdom voor het pensioen is gekomen, rusten die in de mijn vergrijsde werklieden in het graf en voor altijd. De misdadige verplichting om tot den pensioenleeftijd aan den arbeid te blijven heeft haar doel bereikt : *er is een gepensioneerde minder*.

De dertig arbeidsjaren.

Zoo de dertig jaren arbeid ten grondslag dienen aan het geheel bedrag van het pensioen, waarom verleent men dan niets aan de mijnwerkers die *vroegtijdig ongeschikt tot werken zijn wegens invaliditeit*? Dit is eene leemte in de wet, welke noordzakelijk moet aangevuld worden.

In al de bedrijven, waar thans pensioen wordt verleend, wordt, na een minimum van 5, 10 of 15 jaar, een deel van het pensioen uitgekeerd. Waarom handelt men niet juist zóó voor de soort van werklieden die in de ongezondste toestanden arbeiden? Dat verschil van behandeling kan niet gerechtvaardigd worden.

Daaruit hebben wij het besluit getrokken dat men in de wet een artikel dient op te nemen, waardoor de storting van een deel van het pensioen op wel bepaalde wijzen zou geregeld worden ; dit billijkt artikel 14^{bis}.

Naar onze meening zou, tot het bekomen van 50 t. h. van het pensioen — wat betreft het aandeel van het omslagfonds der Voorzorgskas, — de aanvrager aan de volgende vereischten moeten voldoen :

- a) Ten minste vijftien jaar als mijnwerker hebben gearbeid ;
- b) Ten minste 35 jaar oud zijn ;
- c) Den arbeid om gezondheidsredenen hebben moeten verlaten ;
- d) Beschouwd zijn als invalide en ongeschikt tot werken bevonden zijn.

Wij denken dat deze waarborgen aan de Kamers zullen toelaten, het voorgesteld artikel 14^{bis} aan te nemen.

Het overdragen van het pensioen op de vrouwen van gepensionneerden.

Dit beginsel is in de wet geschreven. Doch het vereischte van twintig jaar huwelijk, zooals de hooge ouderdom — 60 jaar — opdat de mijnwerkersweduwen 50 t. h. van het pensioen kunnen genieten, zijn vereischten, die de toegewijde gezellinnen der mijnwerkers in eenen ongelukkigen toestand dompelen. De samenhoorigheid, die uit het overdragen van het pensioen voortspuit, moet niet blijven gemeten worden over een zoo groote spanne tijds en op een zoo gevorderden leeftijd als 60 jaar.

Wijzen en middelen.

Om die volstrekt onmisbare minimum-wijzigingen in te voeren, moet men de geldmiddelen vinden.

Wij hebben er aan gedacht; dit heeft ons er toe gebracht, de bijdragen der werkgevers op 3 t. h. te bepalen, *zonder teruggave in welk geval hoegenaamd.*

Op het einde van 1919 hebben de patroons er in toegestemd dat, in elk geval, de 2 $\frac{1}{2}$ t. h. der dagloonen aan de Voorzorgskas verworven blijven; uit dien hoofde is het pensioen verhoogd tot 2 frank per dag, met terugwerkende kracht op 1 October 1919, en tot 1 frank voor de weduwen.

Wij koesteren het vertrouwen dat de Kamer spoedig ons voorstel zal willen aannemen; het heeft ten gevolge, wijzigingen te brengen in de artikelen 1, 2, 6, 7, 8, 9, 12 en 15, alsook een artikel 14^{bis} in de wet op te nemen.

J. DEJARDIN.

**Proposition de loi sur la pension
des vieux mineurs.**

ARTICLE PREMIER.

Tous les ouvriers occupés dans une exploitation houillère belge et âgés de moins de 55 ans au 1^{er} janvier 1920, seront assurés à la Caisse générale de retraite sous la garantie de l'État.

Les exploitants sont tenus de réaliser cette assurance, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une Société mutualiste reconnue par le Gouvernement, ou d'une Caisse de prévoyance établie comme il est dit ci-après.

ART. 2.

Il sera effectué annuellement sur chaque livret, des versements dont le total ne sera pas inférieur à 18 francs pour les intéressés âgés de moins de 21 ans, ni à 24 francs pour les intéressés âgés de 21 ans ou plus.

Les titulaires des livrets ont la faculté de fixer l'entrée en jouissance des rentes; les versements obligatoires seront, pour la moitié au moins de leur montant, opérés à capital abandonné.

Si l'ouvrier est en défaut de faire les versements prescrits ci-dessus, l'exploitant est tenu de les effectuer au moyen de prélèvements sur le salaire.

Les versements cessent d'être obligatoires lorsque la rente a atteint le taux

**Voorstel van wet op het pensioen
der oude mijnwerkers.**

EERSTE ARTIKEL.

Al de werklieden, arbeidende in eene Belgische kolenmijnonderneming en minder dan 55 jaar oud op 1 Januari 1920, worden verzekerd bij de Algemeene Lijfrentekas onder waarborg van den Staat.

De ondernemers zijn verplicht die verzekering te bewerkstelligen, hetzij rechtstreeks, hetzij door bemiddeling van eene door de Regeering erkende maatschappij van onderlingen bijstand of van eene voorzorgskas ingericht zooals hierna wordt gezegd.

ART. 2.

Jaarlijks worden op elk boekje stortingen gedaan, welke gezamenlijk niet minder dan 18 frank mogen bedragen voor de belanghebbenden die nog geen 21 jaar oud zijn, en niet minder dan 24 frank voor de belanghebbenden die 21 jaar of meer dan 21 jaar oud zijn.

De houders van boekjes mogen bepalen wanneer zij in 't genot der renten willen treden; de verplichte stortingen worden, voor ten minste de helft van haar bedrag, met afstand van kapitaal gedaan.

Heeft de werkman de hooger voorgescreven stortingen niet gedaan, dan is de ondernemer verplicht daarin te voorzien door middel van afhoudingen van het loon.

De stortingen houden op verplichtend te zijn wanneer de rente heeft bereikt

déterminé par l'article 6 de la loi du 10 mai 1900 pour l'attribution des primes de l'Etat. Pour établir ce taux, l'entrée en jouissance des rentes est, par dérogation au second alinéa dudit article, réputée avoir été fixée uniformément à 55 ans.

ART. 3.

Tout exploitant de charbonnage doit être affilié à une caisse commune de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs, régie par la loi du 28 mars 1868 et reconnue par le Gouvernement.

La circonscription et le siège des caisses de prévoyance seront déterminés par l'arrêté royal.

Les statuts des caisses existantes doivent être révisés et soumis à l'approbation du Roi.

ART. 4.

Les caisses de prévoyance ont pour objet :

1° De servir, le cas échéant, d'intermédiaire pour l'affiliation des ouvriers houilleurs à la Caisse générale de retraite;

2° D'accorder des pensions dans les conditions et les limites déterminées ci-après;

3° D'instituer, d'une manière générale, des œuvres de prévoyance ou de secours en faveur des ouvriers houilleurs ou des membres de leur famille.

ART. 5.

Les caisses de prévoyance sont assimilées aux sociétés mutualistes reconnues par le Gouvernement, en ce qui

het bedrag, bij artikel 6 der wet van 10 Mei 1900 bepaald voor het toekennen van de Staatspremiën. Tot bepaling van dit bedrag wordt, in afwijking van het tweede lid van genoemd artikel, de ingentreding der renten beschouwd als gelijkelijk gesteld op den leeftijd van 55 jaar.

ART. 3.

Elke ondernemer eener kolën mijn moet zijn aangesloten bij eene Gemeenschappelijke Voorzorgskas ten bate van de mijnwerkers, beheerd door de wet van 28 Maart 1868 en erkend door de Regeering.

Het gebied en de zetel der Voorzorgskassen worden bepaald bij koninklijk besluit.

De statuten der bestaande Kassen moeten herzien en aan de goedkeuring van den Koning onderworpen worden.

ART. 4.

De Voorzorgskassen hebben ten doel :

1° Bij voorkomend geval, te dienen als bemiddelaarsters voor de aansluiting der mijnwerkers bij de Algemeene Lijfrentekas;

2° Pensioenen te verleen en onder de voorwaarden en binnen de grenzen zooals hierna bepaald;

3° Over 't algemeen, voorzorgs- of onderstandswerken in te stellen ten bate van de mijnwerkers of van hunne gezinsleden.

ART. 5.

De Voorzorgskassen worden gelijkgesteld met de door de Regeering erkende maatschappijen van onderlingen bij-

concerne l'attribution des primes d'encouragement et des subventions annuelles prévues par la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse.

ART. 6.

Lesdites caisses sont tenues, à titre transitoire, d'accorder des compléments de pension aux ouvriers houilleurs âgés de plus de 21 ans et de moins de 55 ans au 1^{er} janvier 1912, au fur et à mesure qu'ils atteindront l'âge de 55 ans et à condition qu'ils aient travaillé pendant trente ans au moins dans une exploitation houillère belge.

Le complément de pension auquel chacun des intéressés aura droit est égal à la différence entre le taux de 1,100 francs et le montant des rentes acquises par les versements effectués obligatoirement en vertu de la présente loi; ce montant est, le cas échéant, déterminé conformément au second alinéa de l'article 6 de la loi du 10 mai 1900, modifié par le quatrième alinéa de l'article 2 ci-dessus.

ART. 7.

Une pension annuelle et viagère d'au moins 1,100 francs est accordée, à charge des caisses de prévoyance, à moins qu'il n'y soit autrement pourvu en vertu des statuts :

1° Aux anciens ouvriers houilleurs admis à la pension conformément aux statuts et règlements en vigueur;

2° Aux ouvriers ou anciens ouvriers non pensionnés, ayant dépassé la limite d'âge fixée à l'article 1^{er} et qui ont ou auront travaillé jusqu'à l'âge de 55 ans

stand, wat betreft het verleenen van de aanmoedigingspremiën en van de jaarlijksche toelagen voorzien bij de wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen.

ART. 6.

Genoemde Kassen zijn, bij overgangsmaatregel, gehouden een aanvullend pensioen te verleenen aan de mijnwerkers die meer dan 21 jaar en minder dan 55 jaar oud zijn op 1 Januari 1912, naarmate zij den leeftijd van 55 jaar bereiken en mits zij gedurende ten minste dertig jaar hebben gearbeid in een Belgische kolenmijnonderneming.

Het aanvullend pensioen, waarop elke belanghebbende recht heeft, is, gelijk aan het verschil bestaande tusschen het bedrag van 1,100 frank en het bedrag van de renten verworven door de verplichte stortingen, krachtens deze wet gedaan; dit bedrag wordt, bij voorkomend geval, bepaald overeenkomstig het tweede lid van artikel 6 der wet van 10 Mei 1900, gewijzigd door het vierde lid van bovenstaand artikel 2.

ART. 7.

Ten laste van de Voorzorgskassen wordt, indien daarin op geene andere wijze is voorzien uit krachte van de statuten, een jaarlijksch en levenslang pensioen van ten minste 1,100 frank verleend :

1° Aan de gewezen mijnwerkers, tot het pensioen toegelaten overeenkomstig de van kracht zijnde statuten en reglementen;

2° Aan de niet gepensioneerde werklieden of gewezen werklieden, die de ouderdomsgrens, vastgesteld bij artikel 1, hebben overschreden en die heb-

et pendant trente ans au moins dans une exploitation houillère belge.

ART. 8.

La limite d'âge prévue à l'article 6 et au 2° de l'article 7 est abaissée à 50 ans pour tout ouvrier ou ancien ouvrier qui aura été occupé pendant trente ans au moins dans les travaux souterrains d'une exploitation belge. Pour les ouvriers mineurs qui auront acquis les trente années de travail à 50 ou 55 ans, suivant qu'ils auront été occupés au fond ou à la surface et qui continueront à travailler à la mine, leur pension sera augmentée de 100 francs par année de travail en plus, jusqu'à concurrence de 1,500 francs maximum.

ART. 9.

Les caisses de prévoyance seront alimentées notamment par les cotisations des exploitants affiliés et, à titre temporaire, par une contribution mensuelle de 50 centimes à charge des ouvriers âgés d'au moins 30 ans au 1^{er} janvier 1912.

Le taux des cotisations patronales est fixé à 3 % des salaires des ouvriers.

Si les cotisations des exploitants dépassaient 3 % des dits salaires, l'excédent serait supporté pour moitié par l'État et pour moitié par les provinces sur le territoire desquelles les charbonnages sont situés.

Les dépenses qui incomberont à l'État de ce chef seront liquidées à

ben gearbeid of zullen hebben gearbeid tot den leeftijd van 55 jaar en gedurende ten minste dertig jaar in eene Belgische kolenmijnonderneming.

ART. 8.

De leeftijdsgrens, voorzien bij artikel 6 en bij n° 2° van artikel 7, wordt gesteld op 50 jaar voor elken werkman of gewezen werkman die gedurende ten minste dertig jaar in de ondergrondse werken eener Belgische onderneming arbeidde. Voor de mijnwerkers, die de dertig jaren arbeid hebben bereikt op den leeftijd van 50 of 55 jaar, naar gelang zij ondergronds of bovengronds arbeidden, en die voortgaan aan de mijn te arbeiden, wordt het pensioen verhoogd met 100 frank voor elk bijkomend jaar arbeid tot ten hoogste 1,500 frank.

ART. 9.

De Voorzorgskassen worden voornamelijk gestijfd door de bijdragen van de aangesloten ondernemers en, tijdelijk, door eene maandelijksche bijdrage van 50 centiemen ten laste van de werklieden die den leeftijd van ten minste 30 jaar hebben bereikt op 1 Januari 1912.

Het bedrag van de bijdragen der patroons wordt vastgesteld op 3 t. h. van de loonen der werklieden.

Mochten de bijdragen van de ondernemers 3 t. h. van genoemde loonen te boven gaan, dan zou het meerdere worden gedekt, voor de helft, door den Staat en, voor de helft, door de provinciën op welker grondgebied de kolenmijnen zijn gelegen.

De uitgaven, uit dien hoofde ten laste van den Staat komende, worden

charge du fonds, spécial institué par l'article 11 de la loi du 10 mai 1900.

Au fur et à mesure que la réduction des dépenses afférentes à la période transitoire le permettra, les ressources des Caisses de prévoyance seront affectées conformément aux règles à inscrire dans les statuts, soit à des versements supplémentaires sur les livrets des ouvriers assurés à la Caisse générale de retraite, soit à des œuvres procurant d'autres avances aux ouvriers ou aux membres de leur famille.

ART. 10.

Dans chacun des bassins miniers, la Caisse de Prévoyance sera administrée par une commission dans laquelle les patrons et les ouvriers doivent être également représentés.

Les caisses de prévoyance ont la faculté de se fédérer en vue d'organiser en commun un ou plusieurs de leurs services, notamment en ce qui concerne la liquidation de la quote-part due par chacune des caisses dans le ressort desquelles les ouvriers bénéficiaires ont successivement travaillé.

Les statuts peuvent stipuler que des conseils d'arbitrage seront institués pour statuer sur les différends qui surgiraient entre les caisses de prévoyance.

Le Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement pourra, par arrêté royal, organiser la fusion comptable et administration générale de toutes les caisses de prévoyance du pays. Dans ce cas, l'administration nationale autonome sera compétente pour apprécier en appel, les décisions des administrations régionales des caisses de prévoyance.

uitgekeerd door het bijzonder fonds ingesteld bij artikel 11 der wet van 10 Mei 1900.

Naarmate de vermindering van de uitgaven, gedurende het overgangstijdsperk gevegd, het zal toelaten, worden de geldmiddelen der Voorzorgskassen, overeenkomstig de regelen in de statuten op te nemen, besteed hetzij aan bijkomende stortingen op de boekjes der werklieden bij de Algemeene Lijfrentekas verzekerd, hetzij aan werken, welke andere voordeelen verschaffen aan de werklieden of aan hunne gezinsleden

ART. 10.

In elk kolenbekken wordt de Voorzorgskas beheerd door eene Commissie waarin de werkgevers en de werknemers in gelijk getal moeten vertegenwoordigd zijn.

De Voorzorgskassen mogen zich vereenigen ten einde één of meer harer diensten gemeenschappelijk in te richten, inzonderheid wat betreft de uitkeering van het aandeel verschuldigd door elke der Kassen binnen welker gebied de belanghebbende werklieden achtereenvolgens hebben gearbeid.

De statuten kunnen bepalen dat scheidsraden zullen worden ingesteld om uitspraak te doen over de geschillen die zouden oprijzen onder de Voorzorgskassen.

Het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading kan, bij koninklijk besluit, de samensmelting van de boekhouding en van het algemeen beheer van al de Voorzorgskassen des lands regelen. In dit geval is het zelfstandig rijksbeheer bevoegd om in beroep te oordeelen over de beslissingen van de gewestelijke besturen der Voorzorgskassen.

ART. 11.

Le recours contre les décisions rendues par la commission d'une caisse de prévoyance sera porté devant le juge de paix dans le ressort duquel se trouve le siège de la caisse.

ART. 12.

Les pensions allouées aux veuves et aux enfants mineurs avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, continueront à être payées aux bénéficiaires conformément aux règles sous l'empire desquelles ces avantages ont été accordés.

Une pension annuelle de 550 francs sera payée par les caisses de prévoyance aux veuves parvenues à l'âge de 55 ans des ouvriers âgés de plus de 21 ans à la date du 1^{er} janvier 1912 qui viendront à décéder après l'obtention d'une pension, pourvu qu'elles aient été unies à un ouvrier mineur pendant dix ans au moins, même par des mariages successifs.

Si la pension du mari dépassait le minimum en application du deuxième alinéa de l'article 8, la veuve obtiendrait 50 % du taux acquis par le pensionné à la date du décès.

ART. 13.

Les ouvriers houilleurs de nationalité étrangère sont assimilés aux ouvriers belges pour l'application de la présente loi. Toutefois, ils ne peuvent jouir des primes de l'Etat que s'ils appartiennent à une nation qui accorde des avantages équivalents aux ouvriers houilleurs belges et réunissent les autres conditions prévues par l'article 3 de la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse.

ART. 11.

Van de beslissingen, uitgaande van het Bestuur eener Voorzorgskas, wordt in hooger beroep gekomen bij den vrederechter van het gebied waarin de Kas haren zetel heeft.

ART. 12.

De pensioenen, aan de weduwen en aan de minderjarige kinderen verleend vóór den datum van het in werking treden dezer wet, worden bij voortduur betaald aan de belanghebbenden, overeenkomstig de voorschriften krachtens welke die voordeelen werden toegekend.

Een jaarlijksch pensioen van 550 frank wordt door de Voorzorgskassen betaald aan de tot den leeftijd van 55 jaar gekomen weduwen der werklieden die, meer dan 21 jaar oud op 1 Januari 1912, mochten komen te sterven na verkrijging van een pensioen, mits zij met een mijnwerker gedurende ten minste tien jaar echtelijk vereenigd zijn geweest, zelfsdoorachtereenvolgende huwelijken

Mocht het pensioen van den man het minimum bij toepassing van lid 2 van artikel 8 overschrijden, dan bekomt de weduwe 50 % van het bedrag verworven door den gepensionneerde op den dag van zijn overlijden.

- ART. 13.

De mijnwerkers, die tot een vreemd land behooren, worden, voor de toepassing van deze wet, gelijkgesteld met de Belgische werklieden. Zij kunnen echter dan alleen de premien van den Staat genieten, wanneer zij behooren tot eene natie, welke gelijke voordeelen verleent aan de Belgische mijnwerkers en voldoen aan de overige vereischten gesteld bij artikel 3 der wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen.

ART. 14.

Les infractions à la présente loi et aux arrêtés royaux qui en règlent l'exécution seront punies des peines établies par la législation sur les mines en ce qui concerne l'exécution des règlements ou des clauses et conditions légalement insérées dans les actes de concessions et les cahiers des charges.

La recherche et la constatation de ces infractions auront lieu comme en matière de police des mines.

Dispositions complémentaires.

ART. 14^{bis}.

En attendant qu'il existe une loi sur l'invalidité prématurée, les mineurs incapables de travail, par invalidité, qui auront dû abandonner la mine pour motifs de santé, s'ils n'ont pas repris du travail dans un autre métier, pourront jouir d'une partie de la pension fixée par l'article 7 de la loi dans les formes suivantes :

a) S'ils sont âgés de 35 ans au moins et ont travaillé à la mine au moins quinze années, 50 % de la pension;

b) Si les années de travail dépassent quinze années, le taux de 50 % sera augmenté de un trentième du taux total de la pension par année de travail supplémentaire à quinze années.

ART. 15.

La présente loi entrera en vigueur dès sa promulgation avec effet rétroactif au 1^{er} octobre 1919.

ART. 14.

De overtredingen van deze wet en van de koninklijke besluiten die de uitvoering ervan regelen, worden gestraft met de straffen door de wetgeving op de mijnen bepaald, wat betreft de uitvoering der verordeningen of der bepalingen en bedingen, wettelijk in de vergunningsakten en bestekken opgenomen.

Deze overtredingen worden opgespoord en vastgesteld zooals in zake van mijnpolitie.

Aanvullende bepalingen.

ART. 14^{bis}.

In afwachting van eene wet op de vroegtijdige invaliditeit, kunnen de mijnwerkers, tot werken ongeschikt door invaliditeit, die om gezondheidsredenen de mijn moesten verlaten, indien zij den arbeid niet in een ander bedrijf hernamen, het genot hebben van een deel van het pensioen, vastgesteld bij artikel 7 der wet, op de volgende wijzen :

a) Indien zij ten minste 35 jaar oud zijn en ten minste vijftien jaar mijnarbeid hebben verricht, 50 t. h. van het pensioen;

b) Indien zij meer dan vijftien jaar hebben gearbeid, wordt het bedrag van 50 t. h. vermeerderd met een dertigste van het geheel bedrag van het pensioen voor elk jaar arbeid boven vijftien jaar.

ART. 15.

Deze wet treedt in werking vanaf hare afkondiging met terugwerkende kracht tot op 1 October 1919.

Disposition additionnelle.	Bijkomende bepaling.
ART. 16.	ART. 16.
L'article 8 de la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse est remplacé par la disposition suivante :	Artikel 8 der wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen wordt vervangen door de volgende bepaling :
Par dérogation à l'article 5, les intéressés nés au plus tard le 31 décembre 1870 jouiront de la prime à concurrence de 24 francs versés annuellement.	In afwijking van artikel 5, genieten de belanghebbenden, die uiterlijk op 31 December 1870 zijn geboren, de premie op den voet van 24 frank, jaarlijks gestort.
A partir du 1 ^{er} janvier 1912, le montant de la prime, annuelle est porté, à concurrence des 6 premiers francs versés à capital abandonné :	Te rekenen van 1 Januari 1912 wordt het bedrag van de jaarlijksche premie, tot beloop der eerste zes frank, gestort met afstand van kapitaal, gebracht tot :
a) A 1 franc par franc pour les intéressés nés dans la date comprise dans les années 1866 à 1870;	a) 1 frank per frank voor de belanghebbenden die zijn geboren op een datum vallende binnen de jaren 1866-1870;
b) A fr. 1.50 par franc pour les intéressés nés dans la période quinquennale, 1861 à 1865;	b) 1 fr. 50 per frank voor de belanghebbenden die zijn geboren binnen het vijfjaarlijksch tijdperk 1861-1865;
c) A 2 francs par franc pour les intéressés nés antérieurement au 1 ^{er} janvier 1861.	c) 2 frank per frank voor de belanghebbenden die zijn geboren vóór 1 Januari 1861.

DEJARDIN.

JOS. BOLOGNE.

A. BRENEZ.

ALF. LOMBARD.

ED. FALONY.

JULES MANSART.

